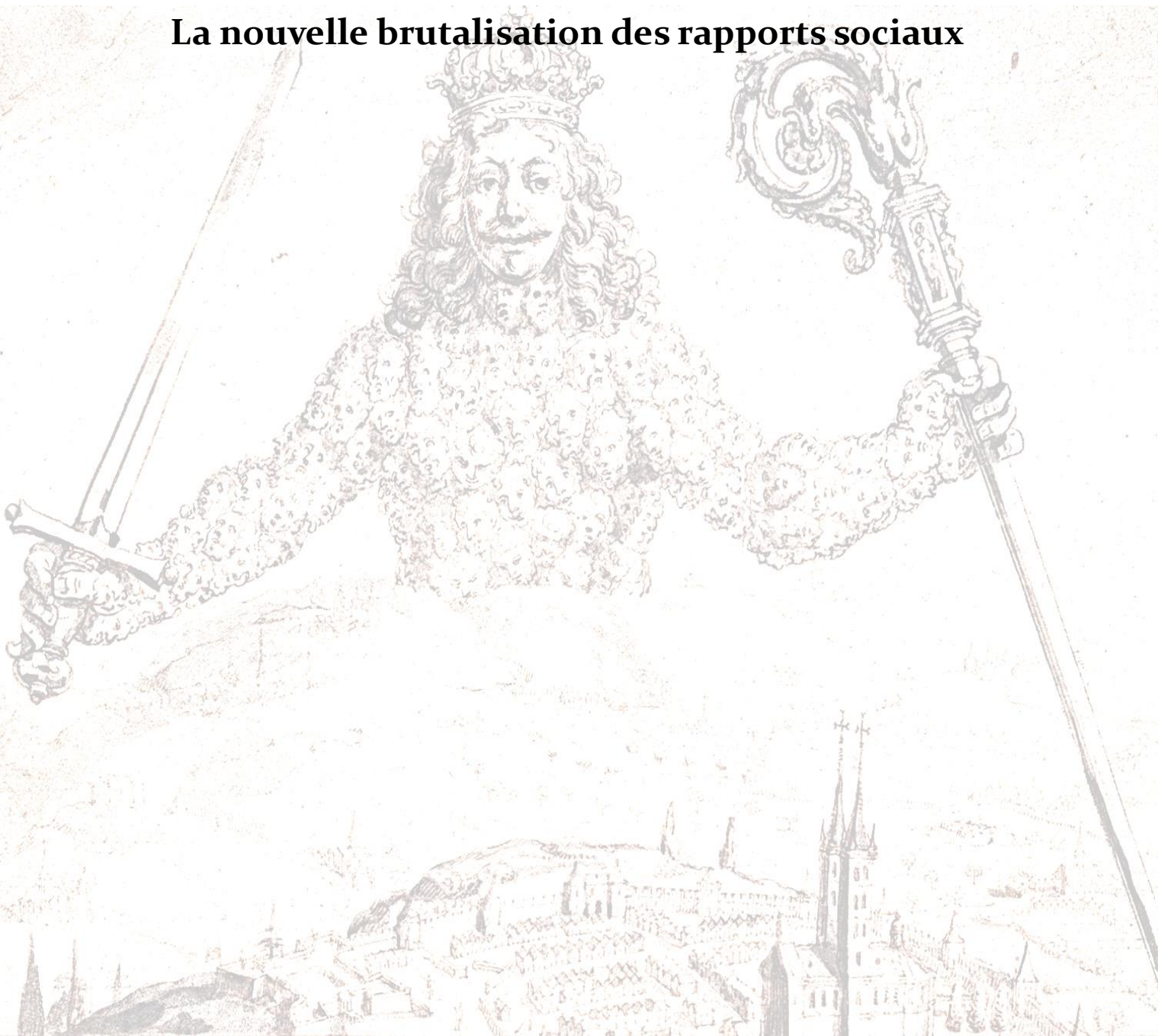


**...para bellum...**

**La nouvelle brutalisation des rapports sociaux**



« Louis. – Mais quoi ! Les hommes sont mauvais par nature, et s'il n'y avait pas les lois, les juges et les gendarmes pour nous tenir en respect, pires que les loups, nous nous dévorerions entre nous.  
Georges. – S'il en était ainsi, ce serait une raison de plus de ne donner à personne le pouvoir de commander et de disposer de la liberté des autres »,  
Errico Malatesta

Alors qu'un nouvel ordre social commençait à poindre le bout de son nez, un philosophe monarchiste définissait la nature humaine comme violente. Selon Hobbes (1651), l'être humain serait porté à la guerre perpétuelle de tous contre chacun. Dès lors, le seul moyen de garantir la sécurité serait de rassembler toutes les puissances de chaque individu-e en une seule volonté, de soumettre chaque volonté individuelle à une seule personne (ou une petite assemblée de personnes) : il faudrait abandonner sa liberté et s'en remettre à l'Etat. Il faut dire que les contrées européennes où se trame alors la naissance du capitalisme sont en proie à des guerres chroniques entre seigneurs, princes et religions.

L'originalité du système capitaliste et industriel est de proposer de s'appuyer sur les penchants les plus égoïstes de l'être humain pour construire un nouveau modèle de société : l'appât du gain, la recherche de la puissance, la soif de l'or. Grâce à une « main invisible », la recherche de l'intérêt personnel favoriserait paradoxalement l'intérêt général. Les conquistadors sont évidemment des caricatures du nouveau rapport au monde qui se constitue alors.

Le matérialisme étriqué oublie en général ce qui motive les gestes et façonne les outils : un certain rapport au monde. Considérer les autres – êtres et nature – comme un moyen en vue de la fin que je me suis fixé, voilà ce qui a été le véritable avantage décisif

dans la conquête du monde. Ni les armes, ni les technologies, ni le climat tempéré ou même la cruauté n'expliquent pourquoi l'Occident va s'emparer si facilement de la planète en quelques siècles. Le capitalisme n'a pas été produit par la machine à vapeur, même s'il trouve avec et dans cette technologie son plein épanouissement, mais par un état d'esprit bien singulier.

Par ce rapport au monde, il s'agit, en réalité, de substituer à l'état de guerre perpétuelle la guerre contre la nature, pour s'en rendre comme maître et possesseur, et la guerre économique : progrès et concurrence sont alors censés amener la paix et la prospérité. Evidemment, comme dans tout refoulement, la pulsion violente revient par la fenêtre et la naissance du capitalisme se fera en réalité par les pires horreurs : traite négrière, colonisation, féminicides, expropriations des petits paysans et paysannes, etc. La violence la plus explicite est déportée sur les marges pour être rendue acceptable.

Comme le dit l'anarchiste Carlo Cafiero, c'est bien « par le fer et le feu » que nos milieux ont été façonnés pour permettre le développement de l'accumulation du capital. C'est bel et bien l'Etat et le Capital qui ont transformé l'être humain en prédateurs pour ses congénères. Une fois la dynamique installée, le mode de production capitaliste n'a plus eu besoin d'un tel recours à la force – si ce n'est ponctuellement quand elle s'enraye, que des exploités se révoltent ou que la guerre bien

réelle ressurgit, comme lors des deux guerres mondiales. De manière générale, la socialisation à la concurrence et la soumission par l'école et le travail, ainsi que les contraintes matérielles liées à l'obligation de gagner sa vie, suffisent à faire tenir le monstre. Evidemment, la production de cadavres continue sous le tapis. Qui se soucie du gamin congolais crevant dans les mines de cobalt ?



### ***La parenthèse démocratique du capitalisme et son déclin***

Cet ordre social, il est vrai en proie à des aspirations révolutionnaires déterminées qui ont bien failli l'éjecter, s'est même offert le luxe d'offrir des compensations à ses ouailles. Contre l'acceptation de jouer le jeu et de s'abandonner dans les bras du rendement et de l'avidité, les exploités ont pu obtenir tantôt des congés payés, tantôt la possibilité de s'acheter les nouvelles marchandises à la mode, ainsi que quelques garanties juridiques et sociales. Le Léviathan, ce monstre froid et insensible, s'est changé pour quelques temps en souverain bienveillant – du moins pour une partie, et une partie seulement, de la population. Et cela n'a jamais effacé l'insoutenable ennui et la scandaleuse absurdité des vies gâchées à engraisser la bête.

Sauf que voilà, a été sifflée la fin de la récré. Depuis les années 1970, la continuité du système exige de serrer de nouveau la vis et de mettre donc fin à la parenthèse démocratique du capitalisme. Les quelques compensations à l'exploitation économique et la domination politique autrefois considérées comme allant de

soi sont toutes remises en question. Il est ainsi de plus en plus difficile de se faire soigner pour qui ne peut pas y mettre le prix, les aides sociales (retraites, chômage, santé) s'effritent<sup>1</sup>, et même la faim se fait de nouveau ressentir dans des franges toujours plus importantes des populations, y compris dans les pays riches.

Il a fallu, pour les adeptes et petits soldats du système, répondre à de nouveaux soubresauts révolutionnaires et réinstaurer l'ordre. En outre, la dynamique s'est enrayée, et c'est avec de plus en plus de difficulté qu'elle parvient à dégager de la valeur. Or, ce système ne tient que par la création perpétuelle de valeur, par l'accumulation de plus en plus de temps et d'énergie transformés en argent. Pris dans ses propres contradictions, le capitalisme est une immense machine qui dévore tout. De plus en plus de gens sont superflus pour son fonctionnement, la planète est vidée et s'est transformée en champs de ruines, l'existence humaine ramenée à l'appel du ventre s'est asséchée comme jamais. Les désirs transformés en besoins et le sens perdu dans le cycle absurde d'acheter une voiture pour aller travailler et de travailler pour acheter une voiture ont rendu la vie moins supportable.

La démocratie doit bien être comprise pour ce qu'elle est : une forme de gouvernement, c'est-à-dire de domination de quelques-uns et unes sur les autres. Elle est du côté de la hiérarchie et de la dépossession, pas de l'anarchie et de l'autonomie. Elle ne consiste qu'en une atténuation – toujours fragile et temporaire – des aspects les plus insupportables du système hiérarchique, mais repose au fond sur le même mécanisme de commandement et d'obéissance.

---

<sup>1</sup> Nous en sommes, dans un pays riche comme la France, à ce que les gouvernants et gouvernantes s'attaquent aux indemnités en cas d'arrêt pour maladie, entre bien d'autres attaques (mise au travail forcé pour les percepteurs de

minimas sociaux, développement du travail à la tâche, restrictions des droits au chômage, etc.), ce qui nous renvoie peu à peu aux conditions d'exploitation du 19<sup>ème</sup> siècle.

C'est pourquoi les démocraties libérales telles qu'elles se sont développées aux 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles engendrent logiquement l'extrémisme de droite, selon les circonstances. C'est même, en quelque sorte, un retour aux sources. Lorsque la gauche et les citoyenistes s'indignent des excès de l'exploitation, des réformes illibérales, des penchants autoritaires ou du fait que les classes dirigeantes ne respectent pas les choix des électeurs et électrices, ils et elles ne font que réactiver les illusions démocrates. Le mantra « liberté, égalité, fraternité » ornant les édifices officiels en France n'a jamais été qu'une parole de propagande pour voiler la dure réalité de l'exploitation capitaliste et de la domination étatique. La construction historique de la république s'est d'ailleurs faite sur le massacre de deux révolutions (en 1848 et en 1871) et le développement du projet colonial, entre autres horreurs, le tout porté par des « républicains modérés » et des royalistes plus ou moins repentis.



### ***L'extinction des lucioles***

La dévastation du monde par les pollutions multiples, la radioactivité et les effets du réchauffement climatique sont l'expression la plus sensible aujourd'hui de ce qu'est en réalité le système capitaliste et industriel et ce vers quoi il nous emmène : le désastre.

Heureusement vient la transition énergétique ! Sauf qu'elle est seulement la continuité du même système, en additionnant de nouvelles ressources énergétiques aux plus anciennes et en innovant pour créer de nouveaux marchés. De la même manière que le pétrole s'est ajouté au charbon, l'éolien ou le solaire s'ajoutent au pétrole et au charbon,

pendant que les marchandises s'amoncellent. Le feu atomique qui a déjà causé tant de ravages est quant à lui présenté comme une solution au réchauffement climatique. On ajoute à ça une ribambelle d'« énergies nouvelles » souvent pas nouvelles que ça (biocarburants, hydrogène, hydraulique...) et qui restent, derrière la façade, aussi destructrices que les autres.

En réalité, la transition énergétique répond d'abord aux exigences de l'économie, pas du tout à des considérations plus éthiques et plus écolo. Valoriser les déchets n'est ainsi pas une démarche vertueuse des industriels, mais l'occasion pour elles et eux de trouver de nouveaux débouchés et de fabriquer toujours plus de marchandises. Et en bout de chaînes, toujours plus de matières premières extraites, de sols et d'air dévastés, de travailleurs et travailleuses exploités, d'énergie consommée et de déchets ultimes jamais pris en compte dans leurs bilans. De la même manière, renvoyer toujours les problèmes à plus tard et à une solution technologique prochainement inventée est la garantie de parts de marché à venir et de ne surtout rien changer à la manière dont fonctionne le monde. Tout ça, ce sont des conneries ne visant qu'à maintenir l'ordre établi et faire tourner l'économie. Bref, à fermer les yeux.

Les jésuites du système cherchent en fait à pousser la production technologique à son paroxysme, faisant ainsi croître le problème et pourtant attendant la solution de cette croissance. Pris dans leurs croyances, ils et elles sont incapables d'imaginer autre chose qu'une solution technologique à des problèmes pourtant créés par des technologies précédentes. Il en résulte un emballement des contradictions du système, depuis l'empoisonnement des corps et des sols jusqu'à la production de misère. Et l'augmentation de la richesse (dans les poches de quelques-uns et

unes) s'accompagne en réalité d'un appauvrissement matériel, affectif et naturel général. Sur ce dernier point, il y a déjà un tiers d'oiseaux en moins dans nos campagnes. Il faut se rendre à l'évidence : les ravages ont d'ores et déjà réduit drastiquement la poésie du monde. Il n'y a déjà plus de lucioles pour éclairer nos nuits et les rêves des enfants.

Le travailleur et la travailleuse auraient pourtant bien besoin de rêver un peu plutôt que d'être enchaîné-es à mener des tâches absurdes toute la journée. Oui mais voilà : ce qui permet de créer de la valeur est la dépense d'énergie humaine. La valeur dépend du temps de travail nécessaire pour produire tout et n'importe quoi : des armes ou bien des services que les gens ne peuvent plus faire parce qu'ils et elles sont occupé-es à produire des ersatz inutiles. Encore que, pour la plupart des femmes, la journée est double, et après le travail chez le patron se maintient le travail domestique : la lessive, le ménage, s'occuper des gosses, etc.

La logique du capitalisme est de produire toujours plus avec toujours moins de travail. C'est ça, la productivité, et ce qui explique que sans arrêt nous sommes pris-es dans la tourmente des réorganisations sur les lieux de travail, dans le but de faire toujours plus avec toujours moins. Il s'agit donc d'accélérer les cadences et de mutualiser des équipes pour réduire le personnel, d'automatiser davantage les processus et de remplacer les personnes qui travaillent par des machines. Même les banquiers et les traders sont aujourd'hui remplacés par des algorithmes. Le capitalisme crée ainsi du surnuméraire, des tas de gens inutiles à son bon fonctionnement, condamnés à se vendre pour des boulots de merde payés des miettes : enchaîner les livraisons à vélo, répondre au téléphone toute la journée en suivant un script, faire le ménage, louer son ventre pour des familles ne pouvant pas avoir

d'enfants, etc. Bref, travailler à la tâche pour des miettes et se dépasser constamment dans des activités robotisées. Et pour les moins chanceux et chanceuses, tenter sa chance à l'autre bout du monde en traversant des frontières militarisées, dormir à la rue et faire la manche. La masse des indésirables est là pour nous rappeler sans cesse de ne pas nous plaindre et entretenir la peur de perdre son emploi : dans ce monde basé sur la survie, où tout se négocie sur le marché, il faut se vendre et performer pour décrocher un job, c'est-à-dire le droit de se faire exploiter.

Pourtant, le culte du travail, et ce malgré l'épidémie de burn-out, d'accidents du travail parfois mortels et de troubles musculosquelettiques, n'est pas ou peu remis en question. L'idée biblique qu'il faut faire des efforts intenses pour espérer améliorer son sort est largement partagée dans les classes populaires – elle l'est évidemment beaucoup moins, sauf dans les discours destinés à la piétaille, dans les classes dirigeantes et les classes bourgeoises. Ces dernières savent d'où vient en réalité la richesse. Les stakhanovistes de tout poil pourront bien s'échigner à travailler à tout rompre, ils et elles ne deviendront pas riches. C'est du patrimoine que provient la richesse. On s'enrichit bien plus vite et beaucoup plus quand on hérite d'un patrimoine financier ou immobilier. Depuis plusieurs décennies, les politiques néolibérales se sont multipliées pour accroître la rentabilité du capital, tandis que le travail paie de moins en moins. En réalité, le capital est sous perfusion, maintenu par les différentes subventions, exonérations et niches fiscales, pour accumuler toujours plus de richesses entre quelques mains. Le travail ne paie pas pour que le capital prospère. « Travailler plus pour gagner plus » n'est rien d'autre qu'un slogan, mieux, un mythe : un mythe indispensable au bon fonctionnement de nos sociétés. Bref, une

fumisterie qui maintient les pauvres à leur place.

Evidemment, ce mythe ne tient pas seulement que par la croyance. Un système hiérarchique de répression s'est développé avec le temps pour intensifier le travail tout en mettant au pas les travailleurs et travailleuses. C'est ce qu'on appelle le management, débuté notamment lorsqu'un ingénieur, Taylor, s'est mis en tête de découper le travail en petites tâches simples et de les chronométrer afin de supprimer tous les gestes jugés parasites et qui bien souvent donnaient un peu de sens et de contrôle aux gens de métier sur le processus de production. Depuis, les méthodes de management se sont multipliées et affinées. Toutes convergent vers l'intensification du travail, c'est-à-dire en faire plus avec moins, mais aussi l'approfondissement de l'aliénation : le travailleur et la travailleuse doivent faire leur objectifs de l'entreprise et croire qu'ils et elles partagent les mêmes intérêts que leurs donneurs d'ordre.

Pour qui passe un peu de temps dans les arcanes de la santé au travail, cet oxymore pondu pour faire croire que nos sociétés se soucient un peu des exploités-es et de leurs souffrances<sup>2</sup>, la brutalité du travail est explicite. Elle dépasse même sa fonction purement utilitaire d'accumulation de richesses pour quelques-uns et unes. Elle a quelque chose d'irrationnel, allant parfois à l'encontre de l'efficacité économique. C'est parce que le rapport qu'elle cherche à produire est d'un autre ordre : il s'agit d'asseoir *un rapport de pouvoir*, et en l'occurrence de soumission ; sa fonction réelle est la reproduction de la hiérarchie sociale. Nos sociétés tiennent décidément sur de belles mascarades. « Tous les hommes

naissent libres et égaux en droit », la blague ! La plus grande partie de la journée, travailleurs et travailleuses sont comme des enfants, à suivre des ordres et à mener des activités qu'ils et elles n'ont pas décidé de faire.

L'autre fonction du travail est d'occuper les gens, de fatiguer leur corps et leur esprit, et ainsi de s'assurer de leur docilité. Après une journée de travail intense, le premier réflexe est de s'affaler sur le canapé devant la télé, arme de destruction massive de l'esprit critique, pas de rejoindre des camarades pour conspirer et encore moins de parcourir discrètement la nuit étoilée pour attaquer et nuire au vieux monde. Le travail est la meilleure des polices. C'est bien pourquoi même le surnuméraire, survivant avec les allocs chômage ou les minimas sociaux, est contraint de travailler quand même uniquement pour satisfaire une bureaucratie de contrôle des pauvres (par exemple France Travail).

∞

### ***Sauvez-nous Seigneur ! et autres bondieuseries***

Rien de très étonnant à ce qu'au milieu des ravages et des angoisses croissent les religions, évangélistes et islamistes en tête – sans oublier les sectes nourries au développement personnel. Si le fanatisme est inhérent à toutes les religions, les situations difficiles sont propices à son essor. A l'instar de ce que disait Karl Marx au sujet de « l'opium du peuple » (1844), la religion croît avec les maux du monde terrestre. Elle est une sorte de réconfort. Elle ouvre à fusionner avec une communauté imaginaire, et ça fonctionne d'autant mieux si

donner un os à ronger aux syndicats et ainsi les faire entrer dans des espaces de cogestion.

---

<sup>2</sup> En réalité, il s'agit juste de garantir une main d'œuvre pas trop abîmée pour rester corvéable, de corriger l'irrationalité de la violence managériale et au passage, de

elle est portée par le fanatisme et que l'individu se dissout dans la communauté sacrée.

Comme pour toutes les religions, l'islamisme est contenu en germe dans l'islam. Il n'empêche que la bascule ne s'explique pas par les préceptes de la religion – selon cette pseudo-théorie, l'islam serait, plus qu'une autre religion, d'une nature violente et incompatible avec la démocratie libérale et les Droits de l'Homme – mais bien par la brutalisation des rapports sociaux produits par nos sociétés contemporaines. D'ailleurs, si le fondamentalisme islamique d'aujourd'hui revendique être adepte d'un islam authentique et pur, il n'en est rien dans la réalité. La longue histoire islamique ne témoigne nulle part de sociétés islamiques traditionnelles se rapprochant de celles des Ayatollahs, d'Al-Qaeda, des Talibans ou des Frères Musulmans (pas plus que des pétromonarchies d'ailleurs).

L'islamisme est en réalité profondément moderne, parfaitement compatible avec la société capitaliste et industrielle. Il n'y a qu'à voir les pétromonarchies. L'Etat islamique (Daesh) ou encore le Hezbollah sont eux aussi explicites à ce sujet. Le rejet revendiqué de l'impérialisme occidental n'est en réalité ni plus ni moins que la continuité du même ordre hiérarchique et du même règne de l'argent sous une autre forme.

A bien des égards, il est même probable que ce rejet soit en réalité une forme autodestructrice de haine de soi, détournée vers une altérité fantasmée dans des termes culturels simplistes et homogénéisant : l'Occident. Au-delà, il n'est pas très étonnant qu'un système particulièrement violent et destructeur produise des individu-es tout aussi violents et destructeurs. Embrasser avec éclat la cause islamiste, en se faisant exploser, en attaquant au hasard à coup de couteau ou en cherchant à écraser le maximum de personnes au volant

d'un camion, permet de sortir avec fracas d'une situation personnelle vécue comme sans issue, d'une angoisse absolue face au vide de sens de sa vie, en se reliant à une vaste communauté imaginaire. Ce n'est pas pour rien que parmi les nombreux profils des djihadistes, on trouve des jeunes un peu paumés fraîchement convertis et cela en dit long sur la misère de nos sociétés.

La crise perpétuelle du progrès et de l'accumulation du capital a généré un climat d'angoisse et d'insécurité. De nombreux individu-es se réfugient alors dans des identités collectives supposées procurer un sentiment de pouvoir agir sur son destin, ou tout simplement rassurer en diluant son individualité dans la masse des semblables. Lors de sa naissance, le capitalisme s'est appuyé sur le nationalisme pour se développer. S'il revient avec vigueur, il est largement concurrencé par des identités à base religieuse. Il faut dire que les Etats-Nations ont été largement discrédités, particulièrement dans les dictatures militaires du Maghreb et du Moyen-Orient. Se tourner vers un royaume céleste, curieusement, fonctionne mieux, d'autant qu'il a l'avantage d'être déterritorialisé au moment même où la mondialisation du capitalisme s'achève. Il faut bien constater l'étrange ressemblance entre le pouvoir vaporeux et omniscient du capitalisme et celui de dieu tout-puissant. Ce n'est sans doute pas pour rien que la religion revient au goût du jour : elle peut donner l'impression de poser un nom sur cette domination impersonnelle et implacable. Dieu, finalement, devient presque rassurant par rapport à la force gigantesque qui en quelques siècles a mis le monde au travail, broyé une quantité de vies incalculables, produit la bombe atomique et mené la planète au désastre...

Le retour à la religion n'est donc pas du tout un retour à une forme traditionnelle de pensée et d'existence, comme les progressistes

béats l'analysent. Il ne s'agit pas d'une régression vers le monde d'avant la modernité capitaliste et industrielle et les fanatiques religieux d'aujourd'hui ne sont pas des nostalgiques. Au contraire. Ils sont parfaitement modernes et sont même, en quelque sorte, en avance sur les progressistes : ils ont pris acte de la crise perpétuelle du progrès et des ravages engendrés. La promesse du paradis terrestre par l'accumulation du capital et un pouvoir bien ordonné a fait long feu. La religion s'est adaptée et se présente comme une solution.



### ***La tentation néofasciste***

Les « valeurs occidentales » ont aussi leurs curés. Manuel Valls, premier ministre sous la présidence de Hollande en France entre 2014 et 2016 en a été une caricature. Enchaînant les polémiques, il a ouvert tout grand les vannes du racisme laïc et du fondamentalisme des « valeurs occidentales ». Sa cible favorite ? Les musulmans et musulmanes, qu'il présente sans arrêt comme pas assez intégrés à la république. Notons que les Roms, jugés incapables de s'intégrer du fait « *de modes de vie extrêmement différents [...] et qui sont évidemment en confrontation* » en prendront aussi pour leur grade. Mais c'était un petit joueur par rapport à Georges W. Bush et ses « faucons ». A coup de bombes et d'invasions de l'Afghanistan et de l'Irak – avec les piètres résultats que l'on connaît – le président états-unien s'est fait chevalier de l'Occident contre « l'Axe du mal ». Les termes simplistes et manichéens étaient posés pour instaurer une ambiance générale de conflits culturels et identitaires.

Au nom d'un nouveau souffle patriotard et d'une légitime répulsion que des fous de dieu

inspirent, il faudrait se ranger bien sagement derrière l'étendard de la lutte contre le terrorisme, dernière mystification du capitalisme globalisé. Les « valeurs occidentales » sont alors érigées en rempart. Elles prennent des formes très agressives sur tous les plans. L'idéologie néolibérale a été un fer de lance de cette réaffirmation de l'ordre moral, associant capitalisme le plus débridé à un tour de vis aussi bien sur le plan des mœurs que du maintien de l'ordre. En France, après la « droite décomplexée », c'est-à-dire une droite qui assumait de reprendre les fonds de chiotte de l'extrême-droite, c'est au tour de « l'extrême-centre » (porté depuis la gauche), c'est-à-dire un gouvernement autoritaire où la moindre idée de justice sociale est suspecte de totalitarisme et le moindre agissement explicite d'opposition peut être qualifié de terrorisme. Il faut faire feu de tout bois : piétiner travailleurs, travailleuses et chômeurs, chômeuses, favoriser les multipropriétaires comme les grandes entreprises, se prémunir de l'antisémitisme tout en se rapprochant de l'extrême-droite, inscrire l'IVG dans la Constitution tout en redéveloppant des politiques natalistes, relancer l'industrie nucléaire au nom de l'environnement (le cynisme n'a décidément aucune limite), défendre l'universalité de la marchandise tout en rejetant les exilés, discipliner et mobiliser les gosses à coups d'uniformes et de service national, réprimer le port du voile islamique tout en protégeant les harceleurs, « réarmer moralement » et surtout militariser la police et démultiplier les budgets dédiés à l'armée.

La logique d'ensemble ? Préserver les pseudo-libertés économiques et les privilèges des classes dirigeantes en abolissant les libertés pour la plus grande partie de la population. C'est pour cette raison que le mythe d'un capitalisme tendant naturellement vers des régimes de



démocratie libérale s'est effondré. Les régimes les plus ouvertement autoritaires et racistes prospèrent et les démocraties libérales prennent des mesures les éloignant toujours plus des chartes et engagements internationaux fixant le compromis d'une exploitation à visage humain entériné durant le 20<sup>ème</sup> siècle : Poutine, Modi, Trump, Bolsonaro, Duterte, Orban, Meloni, Milei, Bukele ont fini d'achever les illusions humanistes. Finies les paillettes et l'enrobage, retour au fer, au feu et au sang. Ça a le mérite d'être clair.

Les nouvelles technologies confèrent en plus un pouvoir de contrôle immense, donnant une coloration dystopique à l'ordre social reconfiguré. La tyrannie peut ainsi prendre des allures ludiques, voilant sa barbarie. La Chine est en avance sur ce point, où se mêlent camps de travail, prisons de haute sécurité, caméras intelligentes et système de crédit social par lequel les citoyens et citoyennes sont notés en fonction de leurs actions quotidiennes. Griller un feu rouge entraîne une perte de points. Pour en récupérer, il faut alors donner son sang, se distinguer comme travailleur modèle ou quelque chose du genre. Balancer son voisin ou sa voisine permet aussi d'en gagner. Un bon score peut donner droit à un accès prioritaire à l'hôpital ou à un logement social. Une baisse de points conduit à des restrictions de circulation dans le pays.

C'est la mise en place d'une nouvelle étape de domination : une sorte de gestion automatique des comportements fondée sur l'intériorisation des bonnes pratiques. A la répression traditionnelle et à la surveillance moderne s'ajoute l'administration automatisée des conduites permise par les nouvelles technologies et dont le crédit social chinois est actuellement la forme la plus aboutie. L'« œil céleste », comme appellent chinois et chinoises ce système répressif, s'accompagne de réseaux

de balances, de camps de rééducation, de prisons officielles ou non, du permis de résidence permettant de contrôler les mouvements de la population, de flics et de milices. Ce n'est pas une forme qui se substitue à une autre, mais un cumul de moyens entre les mains du pouvoir. Et il ne faut pas croire que cette étroite surveillance se limite à des contrées exotiques. Les systèmes de contrôle se répandent comme des traînées de poudre et la crise sanitaire de 2020 ou les Jeux Olympiques de Paris en 2024 ont été des accélérateurs.

Certains et certaines avaient oublié que le pouvoir a préféré inonder les rues parisiennes du sang des communards et communardes plutôt que de céder un pouce de terrain, ou encore mettre au pouvoir Mussolini et Hitler, détourner le regard en laissant anarchistes et républicain-es espagnols se battre seul-es contre des généraux appuyés par l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie, se boucher les oreilles pour ne pas entendre les cris des réfractaires torturés par la dictature de Pinochet au Chili, j'en passe et des meilleurs. Le pouvoir est prêt au sacrifice de son habillage civilisé pour se maintenir. La violence reste, en dernière instance, sa froide origine.

Le fascisme et le national-socialisme ne peuvent certes pas se répéter dans les mêmes formes. En revanche, l'irruption de bandes de nervis d'extrême-droite (comme lors de descentes armées dans différentes villes françaises ces dernières années ou dans les émeutes de 2024 en Angleterre), de milices (comme les embryons qui se sont créés contre les ZAD par la FNSEA et des chasseurs ou les manifs de flics avec des menaces à peine voilées de coup d'état), de suprémacistes blancs et de néonazis sont des phénomènes propres à la situation de crise perpétuelle et de plus en plus approfondie à partir des années 1970. L'explosion ces dernières années partout dans le

monde de l'extrémisme de droite, qu'il soit nationaliste, identitaire ou religieux, correspond donc à la logique même du capitalisme et de là où il en est.



### ***La guerre perpétuelle***

En voulant instituer la paix commerciale en s'appuyant sur l'égoïsme et en s'attaquant à toutes les solidarités, l'idéologie libérale a instauré une vaste guerre civile généralisée, dont l'intensité fluctue selon les circonstances. C'est aussi au niveau géopolitique que cette brutalisation des rapports sociaux est à l'œuvre.

Aujourd'hui, la guerre est partout : en Ukraine, envahie par l'armée russe ; en Palestine et au Liban, où la population est massacrée par l'Etat israélien avec le silence complice des puissances occidentales ; en Birmanie, où la dictature des généraux cherche à éliminer leurs opposants et opposantes ; au Soudan, où la révolution populaire est effacée par une guerre entre généraux ; au Yémen, où la révolution qui a chassé le dictateur est elle aussi effacée par un conflit entre les islamistes Houthis et un gouvernement autoritaire soutenu par un cartel d'Etats ; en République Démocratique du Congo, où une myriade de groupes armés et les forces gouvernementales s'affrontent pour le contrôle des ressources ; etc.

Le 7 octobre 2023, le Hamas lance une attaque contre Israël, dénommé « Le déluge d'Al-Aqsa » : des tirs de roquettes sont abondamment balancés pour prendre de cours le bouclier anti-roquettes et surtout des dizaines d'assaut ont lieu simultanément au niveau du mur qui sert de frontière entre la bande de Gaza et Israël. Des assaillants pénètrent sur le territoire israélien. Des bases militaires et des postes policiers sont pris pour cibles, mais aussi

des passants et passantes, un festival de musique électronique, des résidents et résidentes des villes frontalières. En une journée, plus de 1 000 personnes sont tuées et environ 200 prises en otage. Là où certains et certaines ont voulu y voir une résistance héroïque, ce n'est ni plus ni moins qu'un pogrom géant.

Évidemment, le contexte est important et ce n'est pas pour rien que des milliers de Gazaoui-es et de Palestiniens et Palestiniennes ont fini par accepter les fanatiques du Hamas comme fer de lance de la résistance palestinienne. La puissance est du côté de l'Etat israélien. La colonisation en était au point qu'il n'y avait déjà plus d'espace non contrôlé par l'armée et les colons israéliens sauf la bande de Gaza, qui est un mince espace enclavé entre Egypte et Israël, sorte de prison à ciel ouvert où plus de 2 millions de personnes essaient de survivre malgré les pénuries d'eau et de nourriture, les coupures d'électricité. À 80 km se trouve Tel-Aviv, capitale de l'Etat israélien et ville la plus chère du monde, où le prix du m<sup>2</sup> atteint les 15 000€.

Dès le 11 octobre, l'Etat israélien lance pour se venger l'opération « Glaive de fer », une guerre totale mixant bombardements massifs et assauts militaires terrestres. Aujourd'hui, la bande de Gaza n'est plus qu'un champ de ruines et après un an le nombre de morts palestiniens était estimé officiellement à plus de 40 000 morts, tandis que d'autres évoquent le chiffre de 186 000 morts. Les parents écrivent le nom de leurs enfants sur leurs bras, afin de pouvoir les identifier s'ils se font ensevelir sous les bombes. La population est affamée. Les puissances occidentales acceptent ainsi sans broncher l'écrasement d'une population. Sans doute parce que ce qui s'y joue est aussi une guerre entre un représentant de l'ordre capitaliste et progressiste et une population jugée superflue.

Ce conflit doit donc être pris pour ce qu'il est : une sorte d'effet loupe de ce qui nous attend, sous cette forme ou une autre, partout demain.

A partir du 23 septembre 2024, comme pour fêter une année de massacres, l'armée israélienne étend le conflit au Liban, menant bombardements, assauts terrestres et attentats, mène aussi des frappes en Syrie et en Iran. Voilà un exemple particulièrement criant de la dynamique vers la guerre généralisée, le développement de l'économie de guerre (la vente d'armes est l'un des commerces les plus lucratifs au monde) et la préparation idéologique à l'horreur.

Il faut dire qu'on ne sait plus très bien quel conflit pourrait nous amener à une nouvelle guerre mondiale et à la menace d'une apocalypse atomique. Est-ce la guerre entre la Russie et l'Ukraine, appuyée par l'OTAN, ou l'épidémie de guerre au Proche-Orient par un Etat israélien va-t-en-guerre ? A moins que ce ne soient les conflits frontaliers entre les deux géants que sont l'Inde et la Chine (ou ceux avec le Japon), la tentation de conquête chinoise de Taïwan ou le rapprochement de la Corée du Nord et son arsenal nucléaire avec la Russie, et par extension ses alliés chinois et iraniens ? On sent bien qu'il ne faudrait pas grand-chose pour mettre le feu aux poudres...

En France aussi, co-leader mondial de la vente d'armes (notamment pour l'Etat israélien), la guerre se prépare. Il faut prendre au sérieux les déclarations va-t'en guerre de Macron et consorts. L'Union européenne a d'ores et déjà acté la guerre contre la Russie. La seule question en suspens est celle de son niveau d'intensité. La généralisation du Service National Universel avec ses levées de drapeau, les interdictions de manifester en soutien à la Palestine, la militarisation de la police, la mise en place d'une économie de plus en plus axée sur la guerre (plus de 400 milliards prévus pour

l'armée entre 2024 et 2030), et bien d'autres dégueulasseries préparent les esprits et surtout les armes des guerres à venir. Le bruit des bottes n'est jamais une bonne nouvelle pour les aspirations à la liberté. Quoi de mieux que la militarisation pour écraser toute divergence et imposer la soumission derrière la patrie ? Ne parlez plus d'exploitation au travail, des ravages industriels, de la misère, de la dépossession à tous les étages : obéissez et au besoin devenez de la chair à canon !

Ce n'est pas seulement à l'esprit de soumission que sert la guerre, elle remplit aussi des fonctions plus terre à terre. La compétition économique s'appuie sur l'accaparement de ressources et savoirs stratégiques. Les conflits liés au pétrole, à l'eau, aux minerais rares, au positionnement territorial sont de plus en plus récurrents. Si l'Etat français veut renforcer sa mainmise sur la colonie kanake, c'est aussi pour répondre à des enjeux géopolitiques, notamment face à la Chine et l'Inde. Elle a d'ores et déjà acté l'accroissement de sa présence militaire dans le Pacifique, en agrandissant les bases militaires à Tahiti et à Nouméa.

Le capitalisme ne cherche pas seulement à dissimuler l'exploitation des êtres et sa réalité belliqueuse derrière les beaux discours et le divertissement, il lui faut cacher aussi l'immense quantité de ressources arrachées aux milieux naturels. Le bois, le pétrole, le sable, l'eau, les minerais, tout est transformé en marchandises servant à produire d'autres marchandises. C'est ce qui explique une économie internationale toujours plus agressive, ce qui ne va pas aller en s'arrangeant. La course à la conquête des ressources lunaires nous fait ainsi entrer tout droit dans la science-fiction dystopique d'une guerre qui s'émancipera des frontières terrestres. Sans parler de la course à l'exploitation des fonds marins...

### ***Amour de la loi et brutalité ordinaire***

Exploitation économique et approfondissement de la misère, fanatisme religieux et identitaire, frénésie nationaliste et essor de l'extrême-droite, conflits armés sont quelques caractéristiques de la brutalisation des rapports sociaux.

Ce phénomène se joue aussi de manière plus ordinaire dans les relations personnelles, les petites agressions – on en a eu un petit aperçu avec la libération de la parole raciste au lendemain du succès électoral de l'extrême-droite en France au printemps 2024. On le voit aussi dans le harcèlement si répandu, au travail et ailleurs, ou même dans la violence exercée contre soi-même. Les suicides sont d'ailleurs si courants ! La brutalisation des rapports sociaux constitue de plus en plus un nouveau mode d'existence.

Difficile d'attendre autre chose d'individu-es à qui on a fait intérioriser l'amour de la loi. Il y a bien sûr des pervers et des bourreaux prenant plaisir aux souffrances des autres, mais surtout des tas d'honnêtes citoyens et citoyennes qui croient en la légalité et reproduisent ainsi docilement les petits mécanismes du pouvoir, ces mêmes mécanismes qui charrient derrière eux des rivières de larmes et de sang. Il est plus facile de développer une personnalité compatible avec ce que le pouvoir attend de nous que de le braver en développant sa personnalité propre, en se constituant comme individu-e autonome pouvant s'associer librement à d'autres. Il est plus facile de taper sur le Noir de service que d'aller chercher le président Macron à l'Élysée. Il est plus facile de pointer du doigt les « assisté-

es » survivant avec le RSA que de faire plier son patron par la grève.

La docilité au pouvoir se nourrit de trois éléments : l'hostilité sur des personnes stigmatisées afin de maintenir et renforcer la hiérarchie sociale, le confort de la servitude et la peur de la liberté. Sur ce dernier point, encore faut-il préciser qu'il s'agit d'une peur bien particulière, qui n'est pas de la couardise. Combien sont-ils et elles prêts et prêtes à se transformer en chair à canon et à aller mourir pour leurs maîtres ? La *peur de la liberté* est surtout une peur de vivre pleinement et d'accepter les incertitudes du mouvement de la vie. La peur d'être l'artisan – ou l'artiste – de sa propre existence.

Il faut dire que cette peur de la liberté est produite par le mécanisme du pouvoir. Le pouvoir bouffe les individu-es. La Boétie (1548) disait d'ailleurs des gens de pouvoir qu'ils sont des « mange-peuples » : ils pillent et violent leurs subordonné-es. Mieux, ils les digèrent. Comme n'importe quelle nourriture, les subordonné-es donnent la subsistance et la force à celles et ceux qui les mangent. Sans leur servitude, ils ne pourraient pas avoir de pouvoir. Il faut donc l'absorber. Par cette digestion, les subordonné-es sont transformé-es, passant d'individu-es actifs à des sujets passifs – qu'on les appelle « citoyens » ou « citoyennes » aujourd'hui ne change rien à l'affaire. Il n'y a que des individus libres et critiques, et donc en révolte d'une manière ou d'une autre, qui peuvent être capables de braver la peur de la liberté. L'individu-e transformé-e en masse nourricière du pouvoir ne peut que partager l'amour de la loi.

« *On vit tranquille aussi dans les cachots* », écrivait Rousseau (1762). A cette peur de la liberté, il faut ajouter les attraits d'un certain *confort de la servitude*, renforcé aujourd'hui par la dépendance à des systèmes

techniques de grande ampleur. Une simple pression sur un bouton ou, de plus en plus, une commande vocale, confère l'illusion d'un immense pouvoir sur des objets dont, en réalité, nous sommes dépendants et dépendantes. Ces systèmes techniques n'existent pourtant que par l'exploitation d'autres êtres humains et des milieux naturels. Elles entretiennent et renforcent ainsi la servitude.

Le dispositif technique alimente en même temps un certain rapport au monde, celui de considérer toute chose et tout être comme un moyen en vue d'une fin qui nous dépasse, qu'on l'appelle progrès, croissance ou autrement. C'est cela qui, au final, est au cœur des vastes domaines de la dépossession que sont l'économie, le scientisme ou la politique. L'être humain est ainsi réduit au rang de moyen, voire d'excédent, de surnuméraire. Que fait-on d'un outil inutile ? On le jette.

De fait, c'est la liberté habitant l'être humain qui en réalité est en trop. La rationalité instrumentale – concevoir tout comme moyen – et son délire prométhéen offre une porte de sortie : l'humanité n'aura bientôt plus à agir, mais à se laisser porter dans un monde entièrement artificialisé et régi par des algorithmes. Rien à décider, rien à faire. La tranquillité – celle des cachots – est enfin à portée de main pour l'humanité, et c'est avec effroi qu'on peut observer partout qu'ils et elles sont des millions à s'empressez vers cette destination.

Se laisser porter ne veut pas dire ne pas participer aux oppressions, au contraire. En même temps, se développe au mieux l'indifférence, au pire l'hostilité vis-à-vis des autres. Un être humain réduit au rang de moyen est plus facilement détestable. Hostilité aux personnes stigmatisées et confort de la servitude sont liés.

Par ailleurs, l'identification au chef en cherchant soi-même à devenir chef d'un autre fait tenir le système de domination. Le désir de chacun et chacune d'être au-dessus d'un ou d'une autre forme la chaîne du pouvoir. Derrière la peur de la liberté, il s'agit donc bien de la fabrication d'un sujet particulier, dont l'acceptation de sa soumission tient à sa recherche de supériorité sur d'autres et sur *l'hostilité permanente aux personnes jugées inférieures à lui*. C'est sur cela que s'appuient le vote d'extrême-droite, la haine des immigré-es, les ratonnades et les insultes racistes, l'oubli des conditions sordides des taulard-es, la misogynie, l'aversion pour les « feignasses » de chômeurs et chômeuses, etc. Et ce qui se cache, finalement, derrière les insultes répétées et les slogans simplistes, soient-ils nationalistes révolutionnaires (sic), sont des pulsions d'ordre.

L'Argentine libertarienne de Milei est sur ce point annonciateur de l'instrumentalisation des ressentiments par les classes dirigeantes et des fossés risquant de se creuser de plus en plus. Là-bas, la cure d'austérité plongeant des millions de personnes dans la misère réussit par la division répétée en boucle dans les médias : les travailleurs et travailleuses de l'économie formelle contre celles et ceux de l'économie informelle ; les travailleurs et travailleuses du secteur public contre celles et ceux du privé ; les travailleurs et travailleuses contre les chômeurs et chômeuses ; les Argentins et Argentines contre les étrangers réels ou supposés. Sans oublier une autre division : celles et ceux préférant la solution de la criminalité et du narcotraffic, ciblant toujours les plus vulnérables, à l'entraide et la lutte contre le pouvoir.

La source de la domination tient donc dans la recherche d'être supérieur-e à un ou une autre, quitte pour cela à accepter d'avoir un maître. Taper sur celui ou celle qui n'a pas la

bonne couleur de peau, les femmes, les pauvres, les Juifs, les trans ou autres, permet de se garantir une place dans la hiérarchie sociale ; de s'assurer de ne pas être en bas de l'échelle. En faisant ainsi, il y a pire que soi. Il suffit de leur rappeler leur position sociale et participer à les maintenir plus bas que soi. C'est plus facile en étant du côté de l'ordre. Il n'y a ainsi pas de domination sans élites, certes, mais surtout pas de domination sans les managers, contremaîtres, caporaux, nervis et petits soldats ou délateurs zélés, toutes les couches intermédiaires du pouvoir qui sont le pivot de la reproduction de la domination. Il faudrait ainsi faire siennes les caractéristiques du pouvoir, incorporer le caractère autoritaire. C'est ce dernier qui est à la base de la servilité, en cherchant à effacer sa propre individualité à travers l'humiliation d'une autre personne. C'est ainsi que l'individu-e disparaît comme individu-e et fusionne avec le pouvoir : en reproduisant le même exercice de domination, à travers brimades, commandements, manigances et haine de l'autre.

∞

### ***Que faire de cette situation ?***

Considérant cette situation de brutalisation des rapports sociaux en cours et qui devrait encore s'approfondir, il découle quelques conséquences pratiques. D'abord, chercher à renforcer les logiques électorales et citoyennes de la gauche relève non seulement de l'erreur, mais même d'un *déni de réalité*. Cela revient à ne surtout pas regarder la réalité en face. Finalement, le danger fasciste n'est plus que le dernier argument de vente d'une gauche bien incapable de porter un projet de société – et de fait, ça n'a jamais été sa perspective : elle est un bon gestionnaire de l'ordre existant, engluée dans la parenthèse

démocratique du capitalisme qui est derrière nous. Rouvrir cette parenthèse exigerait des efforts intenses et un rapport de force considérable. Si une telle chose devait arriver – et il faut l'espérer – ce serait bien dommage de se contenter de petits aménagements tout juste capables de différer l'effondrement ou de redonner un peu d'air dans la lente agonie.

Pourtant, lors des élections législatives de 2024 en France, nombreux et nombreuses ont par exemple été les « radicaux » et « radicales » à courir avec le Nouveau Front Populaire pour faire barrage à l'extrême-droite, une énième fois, le plus souvent dans des circonscriptions où pourtant le vote Rassemblement National reste faible. Il n'y avait donc aucune urgence dans ces zones là et c'est bien une adhésion idéologique qui s'est jouée. Et tout cela, malgré le petit succès électoral, avec le résultat que l'on connaît : la mise en place d'un gouvernement conservateur. Le piège de la politique est on ne peut plus clair désormais. Mais cela n'a rien d'une surprise : voilà 150 ans que les anarchistes ont rappelé le rôle du système électoral, à savoir maintenir le pouvoir. Ce n'est pas par les urnes que l'on met un point d'arrêt à l'exploitation capitaliste, à la domination étatique, aux ravages industrielles et aux oppressions racistes.

Si une fraction de cette énergie à danser avec la gauche et ses vieilles sirènes des politiques de croissance par la consommation (politiques keynésiennes), à aller coller des affiches, diffuser des tracts, multiplier les réunions inter-orga, s'indigner sur les réseaux sociaux, faire un petit tour dans la rue, était mis à des tâches révolutionnaires, la peur pourrait un tant soit peu changer de camp. Mais le rendu de toute cette énergie débordante a bien sûr été pathétique. Il ne pouvait pas en être autrement pour toutes les raisons décrites avant. Le système capitaliste et industriel, pour se

perpétuer, n'a plus le choix que de refermer la parenthèse de la démocratie libérale, de l'Etat social et du rallongement de la longueur des chaînes. Il lui faut revenir pas à pas à ses origines les plus brutales, quitte à accompagner ainsi l'effondrement. Le pouvoir pourra, bien sûr, lâcher prise ici ou là, par petites bouffées, pour mieux s'assurer l'acceptation. Mais la tendance générale ne changera pas.

Le piège politique s'ouvre parfois aussi à travers les leurres identitaires, déclinés à l'infini (genre, sexualité, alimentation, couleur de peau, rapport aux animaux, etc.). La légitime attention à la non reproduction de formes de pouvoir dans les espaces de lutte et l'enrichissement de la critique sociale par la lutte des minorité-es et des aspects spécifiques de la domination a parfois cédé le pas à l'obsession de traquer dans le moindre comportement tout ce qui pourrait entraîner une forme, même un peu vague, d'autorité ou de norme. La suspicion généralisée laisse alors peu de place à l'établissement de solidarités concrètes et d'affinités agissantes, d'autant plus quand les frontières se brouillent et qu'une collègue peut être autant mon ennemie que le patron et qu'un camarade aussi responsable de domination qu'un juge ou un nucléocrate. Si aucune lutte solide ne se bâtit à l'ombre de rapports de pouvoir, même insidieux et informels, il serait bon de garder en tête que la perspective d'une société sans dieux ni maîtres passe surtout par attaquer les structures de

pouvoir, celles-là même qui nourrissent les petits et grands penchants autoritaires et toute la brutalité ordinaire. Il convient donc de les localiser et d'arrêter avec cette conception foucauldienne où le pouvoir serait partout et nulle part<sup>3</sup>.

Outre cette fragilisation de l'identification de l'ennemi-e, les luttes identitaires tracent le plus souvent leur sillon en faisant le jeu de la politique : réclamer des droits nouveaux et les inscrire dans la loi. Or, le droit est affaire d'individu-es abstrait-es et instaure une égalité des citoyens et citoyennes devant la loi ; loi qui légifère en réalité sur les inégalités autorisées ou non, variables selon les contextes sociaux. Cette conception dissimule donc les hiérarchies concrètes.

Les problèmes individuels cherchant à être résolus de cette manière dégagent le chemin pour une opposition participative, prête à entrer dans le jeu politique et bien sûr à voter, à occuper des espaces de pouvoir et à gérer en leur sein l'ordre actuel avec un discours à la fois identitaire et en même temps politiquement correct. Il n'est, pour les plus épris et éprises de cette forme de radicalité la plus compatible avec l'ordre, plus un problème de concevoir un capitalisme gay friendly (la plus grande asso LGBT française s'est félicitée de la nomination de Gabriel Attal, homosexuel, comme premier ministre), un séparatisme sur des bases ethnoculturelles<sup>4</sup> ou le maintien de la hiérarchie (surtout quand elle s'appuie sur les

---

<sup>3</sup> Nombre des travaux de Foucault traitent de questions d'un intérêt évident : les origines de l'institution psychiatrique, de la médecine moderne, de l'institution pénitentiaire, histoire de la sexualité. Carriériste et opportuniste, il ne faudrait pas oublier que c'est au moment où il se rapproche des ex-gauchistes convertis au libéralisme et de la CFDT en train de prendre son virage de soumission au patronat qu'il théorise le biopouvoir. C'est d'ailleurs au même moment que, décidément lucide, il s'enthousiasme pour le guide spirituel Khomeiny...

<sup>4</sup> Il est affligeant de voir la similitude de certaines positions antiracistes avec l'ethnodifférentialisme

théorisé par la Nouvelle Droite : des cultures étanches, essentialisées. Derrière l'idée de « réappropriation culturelle » est charrié le refus des emprunts et des mélanges, qui sont pourtant la trame de fond de toute culture. Le principe des « premier-es concerné-es » fait quant à lui, bien souvent, ressortir le vieux principe de la représentation et des porte-paroles, tout en effaçant les individualités et les divergences qui ne manquent pas d'exister même quand des personnes partagent le même taux de mélanine !

études ou la profession), tant que ceux-ci respectent la diversité.

Ensuite, il faut bien acter la nécessité d'un *saut qualitatif* dans l'opposition à l'ordre existant. Nous ne pouvons pas l'ignorer, sous peine d'être écrasé-es. En même temps, le tour de vis supplémentaire alimenté par des capacités de surveillance toujours plus étendues nourrit nos petites faiblesses et insouciances, qui finissent par installer des formes d'engagement ponctuelles et inconséquentes, monnaie courante dans les milieux anti-autoritaires où se confond parfois refus du pouvoir et dilettantisme, organisation informelle et désorganisation. Changer de braquet demande non seulement plus de coordination, plus de savoir-faire, mais aussi plus de sérieux et d'effort dans une situation très défavorable<sup>5</sup>. Pas facile quand il n'y a plus grand-chose porteur d'espérance et que tout pousse au fatalisme, ou alors à la prudence paralysante, nous laissant glisser petit à petit, par exemple et comme je le fais un peu lâchement ici, vers la facilité d'écrire plutôt qu'agir. Non pas que la plume et le verbe n'aient pas leur place dans la palette de la révolte, bien au contraire. Mais nous avons surtout besoin d'action et de développer les capacités d'agir.

L'espérance, c'est-à-dire la capacité de se projeter vers autre chose que l'ordre existant, a plutôt cédé le pas à une conscience de plus en plus partagée que tout part à vau-l'eau et qu'il n'y aurait plus – au mieux – qu'à rester cohérent-e avec soi-même par la révolte dans la dystopie. C'est bien sûr important, mais je pense que c'est en même temps pertinent de faire marcher la tête pour élaborer des projets d'intervention avec comme perspective de vivre nos idées de plus en plus intensément et de plus en plus profondément. C'est le pari de proposer et

d'essayer de résonner socialement, plutôt que de n'être qu'une petite secte accompagnant le désastre avec panache.

L'effondrement, qu'il soit réel ou fantasmé, n'est de toute façon pas la question essentielle. Après tout, si effondrement il y a, autant le vivre de la meilleure des façons envisageables, en vivant debout et le plus libre possible. De toute façon, nous n'avons pas vraiment le choix : c'est soit la survie toujours à la merci du pouvoir dans un monde toujours plus invivable, soit la *révolution sociale*. Les pragmatistes pourront bien rétorquer que nous ne sommes pas dans une situation révolutionnaire et qu'il faut faire preuve de réalisme – et donc faire front avec celles et ceux qui veulent que quelque chose change pour que rien ne change. Ouvrir une telle situation est justement la tâche qu'il faut désormais accomplir. Ne serait-ce parce que nous n'avons rien de mieux à faire.

Toute rupture avec l'existant commence par la révolte, avec pour piliers l'auto-organisation et l'action directe. Se mettre en mouvement et lutter, en assumant les destructions qui vont avec. S'attaquer aux flux, aux infrastructures et aux administrations qui font tourner le système, aux marchandises, aux grandes propriétés ouvrent des possibilités et instaurent un rapport qui n'est pas politique. Or, le piège politique conduit toujours au retour à la normale, y compris sous les atours de l'antifascisme ou de l'écologisme. La destruction rompt quant à elle avec la perspective de gestion du monde tel qu'il est ; elle ouvre des brèches dans lesquelles s'engouffrer.

Face à cet enjeu du saut qualitatif, se rejoue parfois la petite musique de la tentation de l'organisation formelle et permanente – quand ce n'est pas carrément le virage vers

---

<sup>5</sup> Sur ce point, les attaques coordonnées de plusieurs lignes TGV la veille du lancement de cette fête de

l'aliénation que sont les Jeux Olympiques, cette fois-ci à Paris, sont très réjouissantes !



l'autoritarisme léniniste ! Pourtant, seule une organisation informelle, souple et en perpétuel mouvement peut mener des attaques contre toutes sortes d'objectifs sans trop s'exposer à la répression. Sans parler du fait que le piège de l'organisation fixe est de s'éloigner de ce vers quoi nous voulons tendre, de perdre en cohérence et de finalement étouffer les intentions pour lesquelles nous nous révoltons.

Il nous faut donc sans cesse perturber la normalité en ordre dispersé pour créer des failles, des espaces où le pouvoir est désarçonné et où peut se créer autre chose. Il y a des cibles plus pertinentes que d'autres pour ouvrir de telles situations. Ce sont notamment les infrastructures énergétiques et numériques (antennes-relais, câbles numériques, lignes THT, armoires électriques, etc.), toujours plus nécessaires au fonctionnement du système actuel. Mais il y a aussi besoin de fêtes, de lieux où débattre, d'espaces où éprouver l'entraide et la joie de vivre, de moments pour ressentir la force collective et se rencontrer ; de briser l'isolement. Et de continuer à partager des idées sur la place publique en se donnant les moyens de se défendre physiquement au besoin.

Il n'y a pas de bons moments pour frapper – il est tout le temps pertinent d'attaquer – mais il existe des moments plus opportuns et plus décisifs. Nous avons donc tout intérêt à nous joindre et participer à notre manière, épauler contre épauler avec les compagnon-nes de lutte, aux éclats de liberté, comme en France lors de la révolte des Gilets jaunes en 2018, du soulèvement suite à la mort

de Nahel en 2023, ou de l'insurrection kanake en 2024.

Afin de hausser le niveau de conflictualité avec le pouvoir, il peut être tentant de passer à la clandestinité pour porter des coups. Certain-es révolté-es s'y sont essayé-es, notamment en Grèce un peu avant et surtout après l'insurrection de 2008. Le groupe anarchiste de guérilla urbaine *Conspiration des Cellules de Feu*<sup>6</sup> semble s'être au fil des années centralisé et spécialisé, devenant un groupe fixe avec son sigle attitré. Une fois emprisonnés, des membres de ce groupe ont été critiqués par un compagnon anarchiste en désaccord avec certaines de leurs méthodes. Ils n'ont alors rien trouvé de mieux que de lui casser la gueule à coups de bâtons dans la cour de la prison.

Cette expérience tournant au vinaigre, qui n'est pour autant en rien généralisable, rappelle les dangers de la clandestinité. Outre les sacrifices énormes qu'imposent ce genre d'existence, cela peut conduire à se couper des gens ordinaires, ceux-là mêmes avec qui doit se mener la lutte. Elle ne se mène pas avec tout le monde, bien sûr, mais avec une bonne partie au moins. Une petite minorité agissante de personnes déterminées peut défaire un pouvoir ; il en faut bien plus pour le détruire définitivement. Rompre avec l'état actuel des choses est impossible sans généralisation du conflit, et donc sans persuader de sa nécessité beaucoup de monde. Partager le goût de la désobéissance, approfondir les débats nécessaires, diffuser les méthodes d'attaque et d'auto-organisation, accepter de se faire

---

<sup>6</sup> La Conspiration des Cellules de Feu a mené plusieurs attaques par des dispositifs incendiaires à partir de 2008 contre des églises, banques, assurances, locaux de politiciens, notamment en solidarité avec des prisonniers anarchistes ou en pointant du doigt les responsabilités dans la mort de l'anarchiste Alexandros Grigoropoulos. Ensuite, ce sont des colis piégés envoyés dans des ambassades et au FMI à Paris (en 2017), des braquages de banque et de bureau de poste pour financer la lutte. 12

personnes vont être incarcérées en Grèce suite aux procès contre le groupe. Sur leurs positions, voir notamment les brochures *Le soleil se lève toujours* (2011) et *Nous ne voulons plus attendre* (2017) :  
[https://infokiosques.net/spip.php?page=lire&id\\_article=1462](https://infokiosques.net/spip.php?page=lire&id_article=1462)  
[https://infokiosques.net/spip.php?page=lire&id\\_article=1463#recup\\_nihiliste](https://infokiosques.net/spip.php?page=lire&id_article=1463#recup_nihiliste)

bousculer dans ses certitudes, ne sont pas possibles terrées dans une tanière. Ce sont pourtant des choses essentielles pour maintenir vivantes les raisons de la révolte et participer à souffler sur les braises.

Les exemples d'agitation armée sont légion dans l'histoire révolutionnaire. A mon avis, la guérilla les armes à la main peut même être nécessaire dans un contexte insurrectionnel qui franchit un cap. Elle s'appuie alors sur des forces déjà en mouvement, répondant aux exigences pratiques d'auto-défense tout en se donnant les moyens de pousser plus loin la lutte. Or, ce dernier enjeu ne passe pas seulement par la méthode – la guérilla – qui est un réservoir de pratiques dans lequel des groupes très différents avec des perspectives très diverses peuvent puiser. Pousser plus loin la lutte est d'abord une question d'intentions : ainsi, les sociaux-démocrates ont fait de la lutte armée à certains moments de leur histoire et toutes les armées du monde entraînent des unités capables de mener de la guérilla derrière les lignes ennemies (les commandos sont faits pour cela). Une pratique reste une pratique qui ne dit rien de la perspective des praticiens et praticiennes ; la forme rien du fond motivant à se lancer dans une telle pratique. Or, c'est nourrir sans cesse ses intentions qui garantissent le mieux contre la tension permanente vers l'autoritarisme, la centralisation et l'avant-gardisme.

Il est d'autant plus important d'avoir ça en tête qu'il est fort probable que le durcissement des régimes partout va pousser des tas de citoyenistes et bureaucrates en herbe à une radicalisation de façade. Elle est déjà en cours par-ci par-là. Les modes d'action autrefois décriés pourront ainsi devenir légitimes, tant que la finalité reste l'aménagement du système en place et non de le foutre en l'air, la perspective de prendre le

pouvoir et non de le détruire. Derrière les masques des émeutiers et émeutières peut parfois se cacher le piège de la politique.

Il n'y a aujourd'hui aucun front à tenir, aucun territoire à défendre, si ce n'est quelques brèches arrachées un temps, de toute façon contaminées par les usages et les habitudes de l'ordre social existant. Les marges dans lesquelles vivre concrètement un tant soit peu nos aspirations sont étroites et à la merci des assauts du pouvoir. Nous sommes derrière les lignes ennemies. Or, cette situation impose une certaine conception de la liberté : elle s'arrache par moment, au détour des brèches produites par la révolte et la ruse – et parfois par oubli du pouvoir qui, malgré sa volonté et ses efforts technologiques, ne peut jamais tout contrôler.

Nous n'avons pas d'en dehors où constituer une société libre, si ce n'est dans de rares territoires assaillis par des pouvoirs hostiles, la pollution, les touristes et les grandes industries stratégiques, sociétés pétrolières et d'extraction minière en tête. Sauf que le Rojava ou le Chiapas sont des exceptions, et des exceptions pleines de contradictions qui n'en font certainement pas des modèles, et que les expériences de Shinmin, de la Makhnovtchina et de l'Espagne libertaire appartiennent au passé. Il a fallu aux compas révolutionnaires user le pouvoir pendant longtemps et surtout beaucoup de préparation pour en arriver là : des groupes d'action, des armes, des faussaires, des planques, des réseaux clandestins, des solidarités à la base, etc. Tout ça ne s'improvise pas et ne peut se tisser que patiemment à travers des conflits intenses et généralisés – bien qu'il puisse y avoir des coups d'accélérateur soudains. Si les révolutions ne se déterminent pas à l'avance, il faut des efforts intenses préalables pour qu'elles trouvent leur chemin.

La liberté aujourd'hui est d'abord une libération dans un monde saturé par le pouvoir

et son emprise matérielle. Dans ces conditions, la préparation d'un sabotage ou d'une grève a beaucoup plus à voir avec la liberté que les différents projets alternatifs de retour à la terre. Ces derniers peuvent très bien faire partie du plan, pour nouer des affinités, se mettre au vert, constituer quelques réserves alimentaires, expérimenter des rapports sociaux plus égalitaires et plus autonomes, maintenir ou acquérir des connaissances utiles ou se réfugier un tant soit peu du fracas du monde. Aussi parce que le lien concret avec la terre nourrit un sentiment de nature, formant avec la révolte une sorte d'alchimie de l'émancipation. La sensation de la terre entre les doigts, l'odeur de la forêt, le chant d'un oiseau, l'envol d'un papillon élèvent l'individualité, contrairement à l'amour de l'acier et du béton, qui conduit le plus souvent au culte des chefs. Mais ces projets de retour à la terre ne sont qu'un petit bout du plan. La subsistance n'est pas la substance de la liberté. Elle en donne seulement des moyens plus favorables et vient appuyer son exercice. L'autonomie matérielle n'est donc qu'un moyen, pas une fin en soi.

Expérimenter de nouveaux rapports sociaux et constituer une autonomie matérielle sont probablement nécessaires pour nourrir les capacités d'action et les initiatives d'attaque, favoriser un saut qualitatif pour encourager un potentiel insurrectionnel, ou tout simplement pour maintenir des savoir-faire qui ont bel et bien quelque chose à voir avec la liberté. Mais ce n'est pas la liberté. Celle-ci se trouve dans cette tension permanente avec l'ordre existant. Jusqu'à ce que, peut-être, on arrive à créer une société dans laquelle la liberté pourrait s'établir, et non plus se vivre entre parenthèses. C'est tout le but de franchir un seuil dans la conflictualité : non seulement parce qu'on n'a pas le choix dans un contexte de plus en plus hostile, mais parce que c'est aussi l'occasion de tendre un peu plus

vers nos aspirations et les vivre de plus en plus pleinement.

Un élément peut appuyer ce saut qualitatif à mener : *l'internationalisme*. Non par souci moral ou niaiserie humaniste, mais parce qu'une attention particulière à la solidarité internationale – qui peut être critique – décale le regard, rend plus cohérent nos intentions, encourage notre détermination. L'internationalisme participe à créer des révolutionnaires plus conséquent-es. C'est aussi le cas en s'attaquant non à ce qu'il y a de plus facile car plus à la mode, mais aux aspects les plus stratégiques du pouvoir, comme les prisons, l'industrie militaire ou encore le nucléaire. Il y a bien de quoi considérer ces luttes à la manière de Don Quichotte attaquant les moulins à vent : aucune chance, murmure-t-on. Pourtant, cela maintient l'attention sur le cœur du pouvoir, et par là même la possibilité, même infime, non pas de changer le pouvoir, mais de le détruire. Nous sommes après tout au début d'une période incertaine. Elle sera dure, certes, mais nous pouvons aussi en faire quelque chose de passionnant. Il faudra pour cela peut-être faire preuve, nous aussi, d'une certaine brutalité ; mais une autre fureur, non pas orientée contre nos frères et sœurs en humanité, mais visant les puissant-es, non pas essayant de gérer au mieux ce qui peut l'être, mais tendue vers la destruction de ce qui nous dépossède et nous oppresse ; une autre fureur pour faire place à un monde meilleur où le culte des chefs aura cédé à l'amour de la liberté.

Jack Déjean

[jackdejean@riseup.net](mailto:jackdejean@riseup.net)

## Sommaire

La parenthèse démocratique du capitalisme et son déclin

L'extinction des lucioles

Sauvez-nous Seigneur ! et autres bondieuseries

La tentation néofasciste

La guerre perpétuelle

Amour de la loi et brutalité ordinaire

Que faire de cette situation ?

*« ...Il y a bien sûr des pervers et des bourreaux prenant plaisirs aux souffrances des autres, mais surtout des tas d'honnêtes citoyens et citoyennes qui croient en la légalité et reproduisent ainsi docilement les petits mécanismes du pouvoir, ces mêmes mécanismes qui charrient derrière eux des rivières de larmes et de sang. Il est plus facile de développer une personnalité compatible avec ce que le pouvoir attend de nous que de le braver en développant sa personnalité propre, en se constituant comme individu-e autonome pouvant s'associer librement à d'autres. Il est plus facile de taper sur le Noir de service que d'aller chercher le président Macron à l'Elysée. Il est plus facile de pointer du doigt les « assisté-es » survivant avec le RSA que de faire plier son patron par la grève... » Et pourtant, c'est bel et bien toujours le sentiment de révolte et le pari de la révolution que cette brochure entend alimenter, quitte pour cela à devoir user d'une autre brutalité, une brutalité visant le pouvoir.*